



72^e session de l'Assemblée générale

Cinquième Commission

Points 145 et 134 de l'ordre du jour

Rapport d'activité du BSCI

Examen de l'efficacité : rapport annuel du CCIQA

Report on OIOS activities

Review of efficiency: IAAC annual report

New York, le 5 octobre 2017

Déclaration de la Suisse

Monsieur le Président,

J'ai l'honneur de m'adresser à vous au nom de la Suisse et du Liechtenstein. Nos délégations saluent la présentation du rapport du Bureau des services de contrôle interne (BSCI), de même que le rapport d'activité du Comité consultatif indépendant pour les questions d'audit (CCIQA).

Monsieur le Président,

La Suisse et le Liechtenstein veulent une ONU forte, efficiente et efficace. Le BSCI joue un rôle clé dans la bonne gouvernance et le fonctionnement de l'Organisation. Nous sommes convaincus qu'une fonction de contrôle interne solide au sein du Secrétariat est essentielle pour rendre l'ONU plus responsable, plus transparente et plus à même de s'acquitter de ses mandats de manière efficace – l'objectif même de l'initiative du Secrétaire général destinée à réformer la gestion de l'Organisation.

Concernant le présent rapport, nous souhaitons relever trois points :

Premièrement, nous voudrions insister sur le fait que toute fonction de contrôle a pour préalable indispensable **une marge d'autonomie suffisante, réelle et visible** par rapport aux responsables des Nations Unies et des fonds et programmes pour lesquels le BSCI assure les services de contrôle. Le BSCI doit pouvoir exécuter les activités que lui assigne son mandat d'une manière impartiale et objective, pour être vraiment utile aux responsables de l'Organisation. Comme le CCIQA, nous sommes d'avis qu'il faut trouver le bon équilibre entre la fonction de conseil vis-à-vis la direction et la nécessité de maintenir une indépendance opérationnelle.

Deuxièmement, nous tenons à souligner le rôle capital de la **gestion du risque institutionnel**, un important outil de gestion intégrée de l'Organisation. Nous pensons que les activités de contrôle

devraient surtout porter sur les principaux risques encourus par l'Organisation. Les hauts responsables doivent continuer à diriger activement les travaux menés dans le domaine de la gestion du risque institutionnel, afin que le recensement systématique et la gestion des risques deviennent effectivement le mode de fonctionnement habituel dans l'ensemble de l'Organisation. Nous sommes également d'accord avec le Comité des commissaires aux comptes sur le fait que le Secrétariat devrait établir un plan de mise en œuvre détaillé pour tous les éléments de la gestion du risque institutionnel, qui précise clairement le calendrier, les étapes, les objectifs, les ressources nécessaires ainsi que le mécanisme de responsabilité applicable.

Troisièmement, le BSCI a accompli un travail important, mais doit faire plus, dans le domaine de la prévention **de l'exploitation et des atteintes sexuelles** dans l'ensemble du système des Nations Unies et en ce qui concerne la nécessité plus générale de protéger les civils. Nous réitérons la recommandation déjà formulée par le CCIQA voulant que le BSCI détermine les contrôles spécifiques devant être mis en place dès le lancement d'une opération de maintien de la paix. Le BSCI devrait ensuite vérifier la qualité de ces contrôles à mesure que de nouvelles opérations seraient réalisées. Ainsi, l'Organisation serait plus à même de prévenir les atteintes sexuelles et de limiter la nécessité d'enquêter sur des affaires. Il est en outre essentiel que le BSCI dispose des ressources et des capacités nécessaires pour pouvoir enquêter rapidement sur les allégations de tels actes afin de faire rendre des comptes aux responsables.

Monsieur le Président,

Nos délégations continueront à chercher les moyens de renforcer le Bureau en vue de rendre l'ONU plus responsable, plus transparente, plus efficiente et plus efficace. Nous participerons de manière active et constructive aux délibérations portant sur ce point important de l'ordre du jour.

Monsieur le Président, nous vous remercions.

Unofficial translation

Mr. Chairman,

I have the honour to speak on behalf of Switzerland and Liechtenstein. Our delegations welcome the introduction of the report of the Office of Internal Oversight Services (OIOS) on its activities as well as the report on the activities of the Independent Audit Advisory Committee (IAAC).

Mr. Chairman,

Switzerland and Liechtenstein want a strong, efficient and effective UN. The OIOS plays a central role for the good governance and functioning of the Organization. We are convinced that a robust internal oversight function within the Secretariat is essential to make the UN more accountable and transparent and thus better able to effectively deliver on its mandates - the very objective of the Secretary General's management reform initiative.

Concerning the present report, we wish to highlight three points:

First, we would like to stress that an **appropriate degree of real and perceived independence** from the management of the United Nations and of the Funds and Programs for which it provides oversight

services, is a vital precondition for any oversight function. The OIOS must be able to perform its mandated activities in an unbiased and objective manner, if it is to be of real value to the management of the Organization. We share the IAAC's view that there must be an appropriate balance between advising management and the need to maintain operational independence.

Second, we want to underline the critical importance of **enterprise risk management** as an integral and important management tool of the Organization. We believe that an organization's key risks should be the main focus of the oversight activity. Top management needs to continue to actively lead enterprise risk management efforts to ensure that systematically identifying and managing risks becomes a standard way of doing business across the Organization. We also agree with the Board of Auditors that the Secretariat should develop a detailed implementation plan for all elements of enterprise risk management that sets out a clear timetable, milestones, deliverables, resource requirements and accountability.

Third, in the area of preventing **sexual exploitation and abuse** across the UN system and the need for the protection of civilians more generally, the OIOS has done important work but must do more. We reiterate the IAAC's previous recommendation that OIOS shall identify the specific set of management controls that need to be in place from the outset of a peacekeeping operation. OIOS should then audit the strength of these controls as new operations are formed. In this way, the Organization would be better able to stop abuses before they occur, as well as reducing the need to investigate cases. It is furthermore crucial that OIOS has the necessary resources and capabilities to investigate allegations rapidly in order to hold perpetrators accountable.

Mr. Chairman,

Our delegations will continue to seek ways to strengthen the Office with a view to making the UN more accountable, transparent, efficient and effective. We will participate actively and constructively in the deliberations on this important agenda item.

Thank you, Mr. Chairman.